

Un excellent colloque s'est tenu à la Maison de la Chimie ce vendredi 6 mars sur le thème « *Terrorisme, djihadisme et radicalisation : le point sur une menace structurelle* ». Le sujet ne cesse d'être d'actualité que ce soit par le dernier attentat à Bamako ce samedi, l'allégeance de Boko Haram à l'Etat islamique ou bien simplement par les déclarations gouvernementales faites pour répondre à l'urgence de la crise après des années de cécité.

Le titre de cette analyse du Monde « *La gauche face au djihadisme : les yeux grands fermés* » me semble en effet répondre à ce dernier constat (Cf. [Le Monde du 4 mars 2015](#)). Cependant, une cécité se soignant difficilement, l'urgence est sans doute avant tout, non de répondre aux menaces terroristes mais aux inquiétudes des Français qui pourraient « ne pas bien voter » aux prochaines élections de mars.

Il n'empêche qu'autour d'experts particulièrement intéressants, ce colloque nous a rappelé en deux tables rondes les origines du terrorisme djihadiste, la connaissance disponible sur la déradicalisation et les mesures prises pour y répondre.

Un terrorisme djihadiste ancien

Ces actes terroristes ne sont en effet pas nouveaux. Jean-François Daguzan (Cf. [Publication](#) de septembre 2014) qui travaille sur ces sujets depuis de nombreuses années, a rappelé quelques chiffres extraits des bases de données sur le terrorisme. De 1968 à 2006, plus de 25 000 attentats ont causé plus de 34 000 morts et 80 000 blessés (Cf. Fondation [Rand](#)). La F.R.S. a aussi mis en place depuis 2001 une base de données, excluant les attentats en Corse (qui font « exploser » les statistiques en France), soit plus de 15 000 en France entre 1965 et 2003. Avec une remarque de ma part : dans les deux cas, le suivi semble s'être arrêté ?

Le terrorisme existe en France depuis la fin du XIXe siècle et agit par vague. Pendant la guerre d'Algérie sur le territoire national, 13000 attentats ont été recensés. La menace djihadiste en France n'est pas non plus nouvelle. Elle existe en France depuis le début des années 1990 suite aux événements d'Algérie à nouveau. La radicalisation est déjà constatée en prison, certes d'une manière plus limitée. Aujourd'hui, la France se bat cependant sur deux fronts : le front intérieur contre les terroristes djihadistes français et la guerre contre le djihad à l'extérieur du territoire national.

Le phénomène est aussi européen. Gilles de Kerchove, coordonnateur européen de la lutte antiterroriste, a rappelé qu'il y avait 20 millions de musulmans en Europe. Tout en appelant à un islam européen, il établit, certes prudemment, un lien désormais entre immigration et terrorisme islamiste, ce qu'il ne voulait pas faire jusqu'à présent selon ses propos. Ses inquiétudes se portent enfin sur la progression du wahhabisme notamment en Afrique de l'Est.

Djihadismes au Moyen-Orient et en Afrique

A travers les interventions, il apparaît qu'il y a plusieurs djihadismes mais qu'ils sont unis par un discours fédérateur.

La situation en Syrie et Irak a été clairement expliquée par Myriam Benraad, chercheuse brillante (en cette journée de la femme, je ne peux pas dire ni moins ni mieux), spécialiste de

l'Irak au Ceri, à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) et à la Fondation pour la recherche stratégique.

Elle a rappelé cette offensive cruciale en cours sur Tikrit, dont la prise est nécessaire avant toute reprise de Mossoul. Cependant la forte résistance de l'EI, ses sabotages, les exécutions, montrent que nous n'avons plus affaire à de simples groupes terroristes mais à une armée que je qualifierai d'hybride : forces conventionnelles utilisant aussi bien le combat classique y compris en zone urbaine, que les actions de guérilla et de terrorisme. Les succès des forces armées djihadistes ne reposent pas seulement sur leur organisation et sur leur détermination mais aussi sur la faiblesse de leurs adversaires.

En effet, malgré les sommes énormes déversées par les Etats-Unis, l'armée irakienne s'est rapidement désagrégée et par ses difficultés nous conduit à nous interroger sur ce que doit être une armée reconstruite.

- La politisation et la « sectarisation » chiite de l'armée a fait qu'elle n'est plus représentative aux yeux du peuple irakien. Les sunnites ont donc donné leur préférence à l'E.I. d'autant que les milices chiites ont massacré des sunnites dans les territoires libérés. L'armée irakienne était considérée à Mossoul avant sa chute comme une armée d'occupation au même titre que les Américains.
- Elle a été gangrénée par la clientélisation favorisée par l'ancien Premier ministre Maliki et la corruption. Elle a vendu ses armes au marché noir et donc armé ceux qu'elle devrait combattre aujourd'hui. L'Armée d'un Etat ne peut qu'être neutre et représentative du peuple qu'elle est chargée de défendre. Cela veut dire aussi que les chefs militaires ne doivent pas être soumis exagérément aux influences politiques du moment.

Yves Trotignon a présenté pour sa part l'évolution du djihadisme en Afrique. Il constate qu'il répond dans les zones musulmanes à des crises identitaires couplées à des crises politiques, humanitaires, sociales. Finalement, selon lui, il s'agit de contestations de systèmes politiques qui ne plaisent pas à ces groupes et qui finissent par avoir un certain écho.

La géographie permet aussi au djihadisme de s'infiltrer notamment par les grandes routes commerciales qui descendent vers le sud de l'Afrique... allant jusqu'au Nigéria. Les espaces sont connectés et les frontières ne comptent pas. Les communications modernes favorisent cette unité de l'espace stratégique. Les engagements occidentaux extérieurs, au nom d'un colonialisme ancien, sont instrumentalisés pour justifier des attentats à tel ou tel endroit. Enfin et surtout, la répression judiciaire nationale employée contre le terrorisme est dépassée face à une menace transnationale.

La réponse militaire aux djihadistes

La dimension militaire qui répond en partie à cette « transnationalité » a été rappelée par Philippe Gros. Elle alterne stratégie indirecte avec l'appui aux forces locales et la lutte contre les ressources notamment financières, et stratégie directe par exemple avec 60 sorties aériennes offensives par jour en Irak pour la coalition (50 pendant la guerre en Libye) et des forces spéciales à terre. Les modes d'action visent à déstructurer l'ennemi notamment par le ciblage. Selon les Etats-Unis, la moitié des leaders de DAECH auraient été tués.

Ces engagements faits par nécessité répondent à une guerre qui, selon lui, sera longue pour plusieurs raisons : la détermination adverse, l'absence de « solution politique » avec des frontières remises en cause et des régimes décrédibilisés, un échec du concept de l'approche globale prôné par les occidentaux si une solution politique n'apparaît pas localement.

Quant aux missions intérieures en France, une implication durable des armées sur le territoire national – 46% des forces terrestres opérationnelles étaient engagées encore récemment -est difficilement imaginable. Il y a en effet une contradiction entre la transformation des armées, leurs missions et les effectifs disponibles.

Il me semble évident que la transformation des armées est caduque dans l'état actuel des événements. Les mauvais choix politiques, opportunistes, à courte vue et technocratiques depuis la professionnalisation des armées aboutissent à une situation critique dès lors que la sécurité nationale est menacée. L'assurance coûte toujours trop chère avant l'accident.

Lutter contre la propagande djihadiste : connaître l'ennemi

Beaucoup évoquent la réforme nécessaire de l'islam aujourd'hui pour le rendre compatible avec la démocratie. Or, pour une partie des musulmans, la réforme a eu lieu. Elle est représentée par le salafisme. A contrario, l'islam républicain est considéré comme l'héritage de la colonisation, le symbole de la collaboration et dénature l'islam.

Face aux démocraties, les djihadistes ont une stratégie d'influence. Ils innovent ou du moins acquièrent bien plus rapidement que nos administrations les connaissances techniques du cyberspace et de ses outils. Ils sont aguerris par des années de propagande en Irak et en Afghanistan. Le site antidjihadiste mis en place par le ministère de l'intérieur a été attaqué temporairement dans la journée.

Ce qui n'a pas changé cependant est la théâtralisation des actes terroristes grâce au phénomène de la mondialisation avec des médias 24/24 avec une diffusion à l'infini des messages et bien sûr le bon usage des réseaux sociaux. Ainsi, l'étude des images des décapitations des pilotes jordaniens montre selon l'un des intervenants qu'elles ont duré six heures, celles des coptes plusieurs jours. Il s'agissait de prendre les bons angles pour faire une « bonne » vidéo.

Enfin, la propagande répond aux besoins de ceux qu'elle attire. Notre contre-propagande devra y répondre. L'exemple britannique peut être cité. Le ministère de l'intérieur emploie désormais des spécialistes en communication venant du privé pour construire la « contre-narration » à opposer à la « narration » des djihadistes (Cf. Mes billets et mes articles depuis 2008 sur la « communication stratégique »), les fonctionnaires n'étant pas forcément les mieux armés pour ce type de mission.

Radicalisation et déradicalisation

Jean Luc Marret, maître de recherche à la F.R.S. a souligné que la France a longtemps été passive alors que l'Europe a lancé un grand nombre de recherches. Ainsi, le programme Saphir a déterminé les principes de la radicalisation et a identifié 200 variables interdépendantes

(psychologiques – poids de la famille, relation avec la violence, gestion de ses frustrations – , sociales). Les moyens de lutte sont aussi insuffisants. Pour lui, la neutralisation par l’incarcération en France des djihadistes n’est pas assez longue en France pour éviter la constitution des réseaux. Je pourrai aborder le débat sur l’action du ministre de la justice mais c’est un autre sujet. Et pourtant.

Jean-François Gayraud, commissaire divisionnaire, adjoint UCLAT, a rappelé que la France a été souvent innovante dans la lutte contre le terrorisme depuis 1986. La lutte contre la radicalisation a été lancée au début de l’été. La loi antiterroriste de novembre 2014 a créé l’infraction du terrorisme individuel. Outre l’utilisation des « armes administratives » (empêcher le départ ou l’entrée sur le territoire national), un second axe doit être engagé avec la prévention sociale. Un département anti radicalisation a été créé.

Le centre national d’assistance (numéro vert depuis le 29 avril 2014) pour répondre aux familles face au départ des « radicalisés » qui veulent vivre dans une société « islamico-compatible » fonctionne malheureusement « très bien » selon Jean-François Gayraud. Un travail de renseignement a aussi été confié aux préfetures et une cartographie significative sur la radicalisation commence à apparaître. C’est aussi le retour des sciences sociales.

Cependant, comment déradicaliser un djihadiste aux faibles bases religieuses ? Cette déradicalisation viserait plutôt à traiter de la violence et de l’éducation. Il n’apparaît en effet pas de profil type mais des causes pathologiques, des problèmes sociaux, familiaux, une incapacité à contrôler sa propre violence surtout dans des sociétés qui excluent la violence ... y compris la « fessée », sans doute aussi pour certains un instinct de prédateur favorisé par une relative impunité.

A partir de la plateforme d’appel, Jean-François Gayraud rapporte enfin l’identification de deux fantasmes moteurs chez ces jeunes prêts à partir pour le djihad. Pour les hommes, c’est la quête de l’aventure, la virilité. Pour les filles, c’est l’aide à autrui et la charité. De fait, ce sont des jeunes en construction qui reçoivent une réponse simple à leur recherche par un islam globalisant.

Donc, excellent colloque qui ouvre de nombreuses pistes de réflexions mais qui laisse apparaître aussi beaucoup d’inquiétudes pour le futur.